

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 16/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEVELNORD

BP 10

59111 Lieu-Saint-Amand

Références : V2.2025.128

Code AIOT : 0007001055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2025 dans l'établissement SEVELNORD implanté ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand. L'inspection a été annoncée le 12/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale visant à contrôler les principaux détenteurs d'équipements frigorifiques ou climatiques. Elle est principalement axée sur le respect des prescriptions mentionnées dans le règlement européen 2024/573, dit F-Gaz, ainsi que dans le code de l'environnement et l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVELNORD
- ZI N° 3 BP 10 59111 Lieu-Saint-Amand
- Code AIOT : 0007001055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVELNORD produit, sur le site d'Hordain, des véhicules utilitaires légers et des véhicules particuliers pour 6 marques : Peugeot, Citroën, Opel, Vauxhall, Fiat et Toyota avec des motorisations thermiques (diesel) et, depuis fin 2020 électriques avec une vitesse de ligne de 32 véhicules / h en 2023.

Fin 2023, l'usine employait 2543 personnes.

La production s'articule autour de trois ateliers :

- le «Ferrage» pour l'assemblage des pièces de carrosserie à partir des pièces embouties achetées,
- la «Peinture» pour les opérations de protection et de revêtement des caisses,
- le «Montage» pour l'assemblage des équipements et organes mécaniques sur le véhicule.

L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique sous le régime de l'autorisation ;
- 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organique sous le régime de l'autorisation (rubrique principale IED) ;
- 2921-1 : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle sous le régime de l'enregistrement ;
- 2940-2 : Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sous le régime de l'enregistrement ;
- 4331-2 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 sous le régime de l'enregistrement.

L'établissement a été initialement autorisé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré en date du 11/01/1993. Les arrêtés préfectoraux des 04/12/2002, 02/02/2006 et 26/06/2020 ont notamment modifié et complété les prescriptions de l'arrêté de 1993 pour ce qui concerne les rejets atmosphériques du site. Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigos
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Contrôles d'étanchéité (CFC ou HCFC)	Règlement européen du 07/02/2024, article 21.3	Demande d'action corrective	15 jours
11	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Prévention des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3	Demande d'action corrective	3 mois
16	Étiquetage des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique ICPE 1185	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9	Sans objet
2	Interdiction d'utilisation des CFC et des HCFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.1	Sans objet
4	Inventaire des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 3.3	Sans objet
5	Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
6	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79	Sans objet
7	Fiches d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82	Sans objet
8	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1	Sans objet
9	Contenu des fiches d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11	Sans objet
10	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78	Sans objet
13	Délai de réparation des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5	Sans objet
14	Système de détection des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
15	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
17	Marque de contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
18	Marque de défaut d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des équipements contenant des gaz à effet de serre fluoré sur le site Sevelnord est globalement maîtrisée. Des demandes d'actions correctives ont été formulées concernant l'étiquetage d'un équipement de climatisation ainsi que concernant la gestion des équipements de climatisation fonctionnant avec du gaz R22 (HCFC).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique ICPE 1185

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Décret créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire : 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)</p>

<p>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est classée à la rubrique 1185-2-a de la nomenclature ICPE. D'après l'arrêté préfectoral complémentaire en date de 2020, l'exploitant emploie sur site des équipements frigorifiques et climatiques de capacité unitaire supérieure à 2kg susceptibles de contenir une quantité cumulée de 1400kg de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I du règlement (UE) 2024/573, dit FGaz.</p> <p>D'après l'inventaire fourni par l'exploitant en amont de l'inspection, cette quantité serait en réalité de 527kg.</p> <p>Selon l'exploitant, la différence serait due au démontage d'un des bâtiments de l'installation au début de l'année 2020, entraînant la mise à l'arrêt de différents équipements frigorifiques ou climatiques.</p> <p>L'installation est également classée au titre de la rubrique 1185-3-1-a de la nomenclature ICPE, en raison du stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés dans des récipients de capacité unitaire supérieure à 400 L.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant pourra utilement mettre à jour la quantité de gaz concernée par la rubrique 1185-2-a à l'occasion d'un prochain porter-à-connaissance.</p> <p>Il a été porté à la connaissance de l'exploitant que la rubrique 1185 sera probablement mise-à-jour dans le courant du second semestre 2025 afin d'y inclure les gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II du règlement (UE) 2024/573. Cette section inclut notamment les gaz de type R1234ze ou encore R1234yf. L'exploitant devra alors mettre à jour les quantités concernées par la rubrique 1185 sur son installation en tenant compte de cette mise-à-jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Interdiction d'utilisation des CFC et des HCFC

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après l'inventaire fourni par l'exploitant en amont de l'inspection, 23 équipements de</p>

climatisation fonctionnent encore avec du gaz fluoré de type R22. Après vérification par échantillonnage, il n'a pas été constaté de recharge sur ces équipements depuis 2015.

4 de ces équipement ont subi une fuite en 2024, avec perte de l'intégralité du gaz, pour un total cumulé de 16kg de fuites de R22. Ces équipements n'ont pas été rechargés et ont fait l'objet d'une demande de devis auprès d'un opérateur attesté pour leur mise au rebus.

La gestion des 19 autres équipements fonctionnant au R22 et notamment leur vidange et mise au rebus avant qu'ils ne subissent une fuite et ne libèrent leurs gaz fluorés dans l'atmosphère est traitée au sein du point de contrôle numéro 12, relatif à la prévention des fuites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôles d'étanchéité (CFC ou HCFC)

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 21.3

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

3. Les exploitants d'équipements de réfrigération et de climatisation ou de pompes à chaleur, ou de systèmes de protection contre les incendies, y compris leurs circuits, qui contiennent des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I, veillent à ce que cet équipement fixe ou ces systèmes :

a) ayant une charge de fluide supérieure ou égale à 3 kg mais inférieure à 30 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I fassent l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois tous les douze mois, à l'exception des équipements comportant des systèmes hermétiquement scellés étiquetés comme tels et qui contiennent moins de 6 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I ;

b) ayant une charge de fluide supérieure ou égale à 30 kg mais inférieure à 300 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I fassent l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois tous les six mois;

c) ayant une charge de fluide supérieure ou égale à 300 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I fassent l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois tous les trois mois.

Constats :

L'équipement climatique de marque CLIREF, de modèle RLA2.35 DV et de numéro d'identification 1032748 a une capacité de 30kg de gaz R22. Il est donc soumis à une périodicité de contrôle semestrielle. Le dernier contrôle périodique d'étanchéité a été réalisé le 18/12/2024. Du fait de sa périodicité de 6 mois, la date limite pour le prochain contrôle d'étanchéité est au 17/06/2025 et n'était pas dépassée à la date de la visite d'inspection.

Néanmoins, le précédent contrôle d'étanchéité périodique, selon les documents fournis par l'exploitant, datait du 25/11/2023. Le délai entre les deux derniers contrôles était donc supérieur à 6 mois. Bien que l'équipement soit à jour de son contrôle périodique d'étanchéité au jour de la visite d'inspection, il est rappelé au détenteur que le respect des périodicités de contrôle au jour près constitue une obligation réglementaire.

Par ailleurs, la date du dernier contrôle mentionnée dans l'inventaire était indiquée au 27/12/2024. Elle était donc erronée par rapport à la date indiquée sur la fiche d'intervention Cerfa, où elle est indiquée au 18/12/2024. L'exploitant a par erreur reporté la date de signature par le détenteur au

<p>lieu de la date d'intervention.</p> <p>Il a également été constaté que l'opérateur attesté avait dressé une fiche d'intervention au format Cerfa pour chaque circuit de l'équipement frigorifique concerné. Il est rappelé à l'exploitant que les contrôles d'étanchéité périodiques sont à réaliser au niveau de l'équipement complet et non pour chaque circuit, que ce soit pour le respect des périodicités de contrôle, l'apposition de marques de contrôle en service, etc. une foire aux questions disponible sur le site du Ministère détaille ainsi la distinction réglementaire entre circuit et équipement. https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/FAQ%20%20vf.pdf</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Bien que les équipements susmentionnés soient conformes au regard de leur contrôle d'étanchéité périodique au jour de l'inspection, une attention particulière doit être portée par l'exploitant sur le respect des périodicités de contrôles d'étanchéité. Il est demandé à l'exploitant de détailler la méthodologie mise en œuvre afin de garantir le respect des périodicités et l'absence de dépassement dans les dates limites de réalisation des contrôles d'étanchéité périodiques de ses équipements de réfrigération.</p> <p>L'exploitant doit également accentuer sa vigilance sur le report des dates de contrôle au sein de son inventaire, qui lui sert également d'outil de suivi.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : Inventaire des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 3.3</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inventaire des équipements a été transmis par l'exploitant auprès du service d'inspection en amont de la visite. Il avait notamment été mis-à-jour afin d'y inclure des équipements loués par l'exploitant auprès de prestataires externes : trois sécheurs, référencés Sécheur 1, Sécheur 2 et Sécheur 3, de capacité unitaire respective de 17kg de R407C chacun.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>

Prescription contrôlée :

3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO₂ ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.

[...]

Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes:

a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;

b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

Constats :

L'exploitant emploie 4 équipements fonctionnant au R404A, dont le potentiel de réchauffement planétaire est de 3922, soit supérieur à 2500. Après contrôle par échantillonnage des fiches d'intervention de ces équipements, il n'a pas été constaté de recharge avec du gaz vierge sur l'un de ces équipements au cours des 4 dernières années.

Un rappel a été fait auprès de l'exploitant sur la future interdiction de recharger ces équipements avec du gaz régénéré ou recyclé à compter du 1er janvier 2030. D'après les déclarations de l'exploitant, il n'y a actuellement aucun projet en cours de remplacement de ces équipements.

En parallèle, une information a été faite auprès de l'exploitant afin de lui rappeler la nouvelle échéance introduite dans le règlement (UE) 2024/573 du 7 février 2024, qui interdit à partir du 1er janvier 2032 la recharge des équipements frigorifiques avec du gaz vierge de potentiel de réchauffement planétaire supérieur à 750.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en service d'un équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

<p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un nouvel équipement mis en service au dernier trimestre 2023 a été contrôlé par échantillonnage. Il est d'une capacité de 9kg de R32 (soit 6,1 Teq.CO2). L'exploitant a présenté a posteriori de la visite d'inspection une fiche d'intervention au format Cerfa en date du 24/11/2023 attestant de la réalisation d'un contrôle d'étanchéité lors de la mise en service de l'équipement par un opérateur disposant d'une attestation de capacité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Fiches d'intervention

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Chacune des fiches d'intervention consultées pendant la visite d'inspection était signée conjointement par l'opérateur et le détenteur. D'après les déclarations de l'exploitant, la fiche d'intervention est envoyée par l'opérateur via courrier électronique à l'issue des contrôles d'étanchéité périodiques. Les fiches d'intervention sont alors signées par le détenteur.</p> <p>L'archivage des fiches d'intervention est assuré depuis 2019 inclus. Aucune non-conformité n'a été constatée lors du contrôle par échantillonnage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes:</p> <p>a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation;</p> <p>b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts;</p> <p>c) la quantité de gaz récupérée;</p> <p>d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat;</p> <p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations;</p> <p>f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites;</p> <p>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un registre numérique et un registre papier, mis-à-jour en parallèle.</p> <p>Le registre au format papier consiste en des classeurs, à raison de 1 classeur par année, où les fiches d'intervention sont classées par ordre de numéro de bâtiment. Il s'agit du registre utilisé prioritairement par l'exploitant.</p> <p>Le registre au format numérique est intégré au logiciel Doc Info et consiste en une base de données d'archivage interne. Cet archivage est mis-à-jour une fois par an, en intégrant la totalité des fiches d'intervention scannées de l'année précédente.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contenu des fiches d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement.</p> <p>Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n° 15497 (4) comme fiche d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Chacune des fiches d'intervention consultées au cours de la visite d'inspection était renseignée sur un formulaire Cerfa 15497 et intégrait l'ensemble des informations prévues par l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016.</p> <p>D'autre part, lors du contrôle par échantillonnage, il n'a pas été constaté de non-conformité sur les versions des formulaires Cerfa utilisés en fonction de la date des interventions consultées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Attestations des opérateurs

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans</p>

un des Etats membres de l'Union européenne.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait intervenir deux opérateurs attestés sur son site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • EIMI : attestation de capacité n°CF00251 délivrée par ADC Fluides Qualiclimafröid pour la catégorie I, valable du 09/04/2024 au 08/04/2029 ; • GER2I (devenu Eiffage Energie) : attestation de capacité n°59784 délivrée par Cemadfröid pour la catégorie I, valable du 05/01/2025 au 18/05/2027. <p>La validité de ces attestations de capacité a été contrôlée sur le site Syderep de l'Ademe. Elles sont toujours en cours de validité et aucune non-conformité n'a été constatée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante:</p> <p>a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois;</p> <p>b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;</p> <p>c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle d'étanchéité périodique a été contrôlé sur le groupe froid 02GF01/1 de numéro d'identification 1255618, contenant 40,5kg de R410A, soit 85 Teq.CO₂. Cet équipement est soumis à une périodicité de contrôle d'étanchéité de 6 mois.</p> <p>Pour le circuit n°1, l'exploitant a présenté les deux derniers contrôles d'étanchéité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en date du 02/04/2024 (fiche d'intervention n°1012-2416-1) ; • en date du 18/12/2024 (fiche d'intervention n°1012-3155-1). <p>Pour le circuit n°2, l'exploitant a présenté les deux derniers contrôles d'étanchéité suivants :</p>

- en date du 02/04/2024 (fiche d'intervention n°1012-2416-2) ;
- en date du 26/12/2024 (fiche d'intervention n°1012-3156-1).

Il est rappelé à l'exploitant que la réglementation afférente aux contrôles d'étanchéité périodiques concerne les équipements dans leur ensemble et non à chaque circuit pris indépendamment. C'est donc la totalité de l'équipement qui doit faire l'objet d'un contrôle.

D'autre part, même si le dernier contrôle d'étanchéité date de moins de 6 mois, il s'était écoulé plus de 8 mois entre les deux contrôles précédents. Un rappel est fait à l'exploitant concernant le fait que les périodicités de contrôle s'entendent au jour près et sur les risques réglementaires et juridiques encourus en cas de retard de réalisation d'un contrôle périodique.

Lors de la consultation par échantillonnage de fiches d'intervention relatives à d'autres équipements de réfrigération, il n'a pas été constaté d'équipements frigorifiques ou climatiques en retard de contrôle périodique d'étanchéité au jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de détailler la méthodologie mise en œuvre afin de garantir le respect des périodicités et l'absence de dépassement dans les dates limites de réalisation des contrôles d'étanchéité périodiques de ses équipements de réfrigération.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Prévention des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz.

Constats :

Dans l'optique de limiter au maximum les fuites de gaz, l'exploitant a inscrit dans son contrat de maintenance signé début 2025 avec son opérateur une clause de maintenance préventive, afin d'assurer le remplacement de pièces d'équipements avant que celles-ci ne deviennent effectivement défectueuses.

D'autre part, si un équipement est installé sur site en plusieurs exemplaires, d'après les déclarations de l'exploitant, dès qu'une panne provoque un arrêt de production, les services concernés analysent les causes de la panne et mettent en place des mesures curatives, correctives et préventives afin d'empêcher la récurrence de la panne. Cette méthodologie est

également appliquée lors de la découverte de fuites de gaz fluorés sur des équipements frigorifiques ou climatiques.

Néanmoins, les 19 derniers équipements fonctionnant avec R22 (HCFC) ne peuvent plus être réparés ou rechargés depuis 2015 en raison de la réglementation en vigueur. L'exploitant a déclaré envisager de remplacer ces équipements lorsqu'ils ne seront plus fonctionnels ou qu'ils auront subi une fuite les vidant de leur gaz. Ces équipements ne pouvant faire l'objet d'aucune maintenance préventive, leur remplacement "lorsqu'ils auront fuit et ne seront plus opérationnels" n'est pas conforme à l'obligation de prendre toutes les mesures techniquement et économiquement possibles afin de limiter au minimum les fuites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'étudier les conditions technico-économiques permettant le remplacement des équipements climatiques fonctionnant au R22 (HCFC) avant que ceux-ci ne subissent une fuite libérant ce gaz fluoré dans l'atmosphère.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Délai de réparation des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.

Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation.

Constats :

La réparation d'une fuite a été contrôlée par échantillonnage sur l'équipement PAC 1032311 :

- Le 16/01/2024 : découverte d'une fuite lors d'un contrôle d'étanchéité (fiche d'intervention n°1012-2103-1). La réparation n'est pas réalisée directement faute de disponibilité des pièces. La fiche d'intervention indique la vidange de l'équipement et la récupération de 17,82kg de gaz ;

- Le 22/06/2024 : réalisation de la réparation et charge de 47,4kg de gaz, équivalent à la capacité totale de l'équipement, puis réalisation d'un contrôle d'étanchéité non périodique afin de garantir l'étanchéité de la réparation ;
- Le 19/12/2024 : réalisation d'un contrôle d'étanchéité périodique.

La fiche d'intervention du 22/06/2024 n'était pas signée par l'exploitant : la régularisation a été réalisée dès signalement pendant la visite d'inspection.

Il a été rappelé à l'exploitant que depuis le printemps 2024, à la suite de la publication du règlement (UE) 2024/573, un second contrôle d'étanchéité doit être réalisé entre 24h et 1 mois après la réparation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Système de détection des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

[...]

3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

D'après l'inventaire fourni, aucun équipement ne contient de gaz fluoré mentionné à l'annexe I du règlement (UE) 2024/573 dans des quantités supérieures à 500 Teq.CO₂, ni de gaz fluoré mentionné à la section 1 de l'annexe II du règlement (UE) 2024/573 dans des quantités supérieures à 100kg.

Ces éléments sont confirmés par les déclarations de l'exploitant durant la visite d'inspection. Cette prescription est donc sans objet vis-à-vis de l'installation concernée par la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Fluides Frigorigènes

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>- Les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déclarations des émissions accidentelles de gaz à effet de serre fluorés ont été correctement réalisées pour les années antérieures, intégrant notamment les fuites d'équipements fixes de réfrigération ou de climatisation, ainsi que les émissions de gaz accidentelles lors des charges de climatisation des véhicules. Ces déclarations ont été réalisées sur l'application Gerep, permettant la déclaration annuelle des déchets, ainsi que des émissions et des transferts de polluants.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant lors de la visite d'intégrer à sa déclaration 2024 (date butoir au 31/03/2025, soit après la visite d'inspection) les quantités de R22 (HCFC) émises dans l'atmosphère lors des fuites des équipements de climatisation contenant ce type de gaz.</p> <p>A posteriori de l'inspection, lors de la rédaction du présent rapport, il a été constaté que les 16 kg de HCFC ayant été émis dans l'atmosphère suite aux fuites d'équipements de climatisation fonctionnant au R22 avaient bien été déclarées au sein du bloc "Procédés / Emissions diffuses" du pavé air.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Étiquetage des équipements

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes:</p> <p>a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz;</p> <p>b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique;</p> <p>c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la visite de site, il a été constaté que l'équipement frigorifique, de marque Bluebox, de modèle Zeta Rev Le HP LN 8.2 et de numéro de série SB10168029, contenant du R410A, ne possédait aucun étiquetage mentionnant la charge de l'équipement en kg et en Teq.CO2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un étiquetage mentionnant la charge de l'équipement concerné en kg et en Teq.CO2 doit être apposé sur l'équipement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 17 : Marque de contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
Constats : Lors de la visite de site, le service d'inspection a contrôlé les deux équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Équipement frigorifique Eau glacée peinture, de marque Carrier et de capacité 20,3kg de R410A ; • Climatisation en toiture de marque Cliref, de numéro d'identification 46GF01 et de capacité 30kg de R22. Il n'a pas été constaté de non-conformité sur les marquages de contrôle d'étanchéité de ces équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Marque de défaut d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté la présence d'équipements munis d'un macaron de défaut d'étanchéité qui seraient toujours en service, ou d'équipements présentant une fuite de gaz où le macaron de défaut d'étanchéité ne serait pas apposé sur l'équipement.

Aucune non-conformité sur ce point n'a donc été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite